

2  
0  
1  
9



# BAROMÈTRE

De l'Opinion Des

# ENTREPRISES AFRICAINES

La plus grande enquête sur le climat des affaires en  
Afrique francophone

**17**

**Pays**

**23**

**Chambres Consulaires**

**10.000**

**PME Africaines**

# 4 ZONES D'ETUDE

## Afrique du Nord

Maroc, Tunisie

## Afrique centrale

Cameroun,

Congo,

Gabon,

RCA,

RDC,

Tchad

## Afrique de l'Ouest

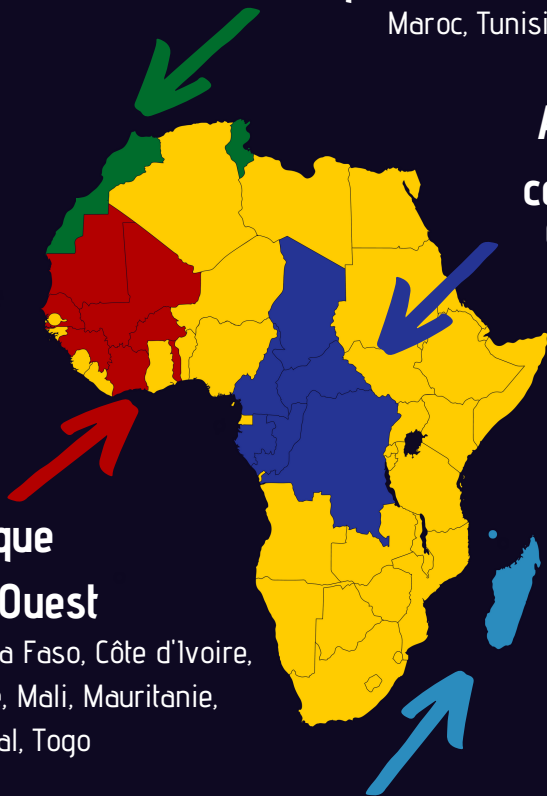
Burkina Faso, Côte d'Ivoire,

Guinée, Mali, Mauritanie,

Sénégal, Togo

## Océan Indien

Comores, Madagascar



# LE BAROMÈTRE CPCCAF DE L'OPINION DES ENTREPRISES AFRICAINES

A partir de son important réseau de chambres africaines et francophones, la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) organise chaque année, depuis 2013, un Baromètre de l'opinion des entreprises africaines.

Ce Baromètre répond à l'ambition de mieux connaître l'environnement économique en Afrique, d'une année sur l'autre, et surtout d'un point de vue micro-économique, pour pouvoir notamment contribuer à « dérisquer » les possibles investissements sur le continent.

Le Baromètre CPCCAF permet en effet de comparer chaque année le moral des PME africaines francophones sur leur développement économique. Il vise plus particulièrement à établir un diagnostic annuel précis du climat des affaires dans chaque pays concerné par l'enquête, avec un repérage des difficultés que les PME africaines peuvent rencontrer, pour ensuite aider les organisations intermédiaires à remédier à ces obstacles, grâce à une adaptation de leurs services et capacités d'accompagnement aux entreprises.

En 2019, 23 chambres issues de 17 pays d'Afrique francophone ont collecté les réponses de près de 10.000 entreprises, tous lieux et secteurs confondus, à la rencontre desquelles elles se sont systématiquement rendues, entre avril et mai. Malgré des moyens souvent limités et un contexte d'ensemble généralement peu favorable à la restitution des résultats, les chambres du réseau CPCCAF ont ainsi encore dépassé les résultats déjà exceptionnels de l'an passé.

L'analyse de l'ensemble des données récupérées par la CPCCAF a ensuite été effectuée, en juin, par le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services (CROCIS) de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris Ile-de-France.

## LES RÉSULTATS DU BAROMÈTRE 2019 CONFIRMENT LES CONCLUSIONS DE L'ÉDITION PRÉCÉDENTE, MAIS SANS POUR AUTANT LES REPRODUIRE

Les résultats obtenus en 2018 faisaient part d'un pessimisme grandissant de la part des entreprises répondantes. En 2019, les données de l'enquête confirment que ces craintes étaient justifiées, avec le constat d'une baisse généralisée, toutes zones confondues, des indicateurs économiques et financiers.

Cependant, cette période de ralentissement paraît devoir être seulement temporaire, au regard des prévisions pour les mois et années à venir. En effet, les perspectives sont plus positives que celles de l'an dernier, sauf pour les entreprises exportatrices qui restent plutôt pessimistes, compte tenu du fait que plus de 40% d'entre elles réalisent plus de 50% de leur CA avec l'Afrique francophone.

Il convient cependant de bien différencier les résultats par zones, qui ont connu toute des évolutions très contrastées

### LE FINANCEMENT

Chaque année, en partenariat avec le Centre de commerce International - International Trade Center (ITC), la CPCCAF propose une série de questions dédiée à une thématique particulière. Cette année les entreprises ont été interrogées sur leur accès au financement, sachant que les questions de 2018 sur la formation ont été reconduites.

Concernant le financement, il apparaît que moins de la moitié des entreprises ont fait des demandes de financement au cours des 3 dernières années ; ce qui est très peu au vu des importants potentiels économiques dans les pays africains.

Aussi, on découvre que beaucoup d'entreprises ont été découragées de lancer ou de poursuivre les procédures de financement, en raison des lourdeurs administratives et des garanties demandées, en particulier par les banques

Or, les manques de garanties et de solidité financière des entreprises constituent des raisons de refus de financement de la part des banques. Plus de la moitié des entreprises (54%) souhaitent lever moins de 29,250,000 FCFA (45,000 €) au cours des prochaines années ; ce qui paraît très faible au regard des perspectives de développement.

EN PARTENARIAT AVEC



International  
Trade  
Centre

# SYNTHÈSE PAR ZONE

## **Afrique de l'Ouest**

L'Afrique de l'Ouest est sans aucun doute la région la plus stable de cette édition, dans la continuité de 2018. Les évolutions à la hausse comme à la baisse sont de faible proportion, et n'augurent en rien un changement de conjoncture.

Par exemple, les taux d'investissement sont restés incroyablement stables en comparaison avec les voisins, le CA a certes pâti de la mauvaise tendance générale, mais le niveau de l'emploi est resté quasiment le même.

Ces excellentes bases permettent à l'Afrique de l'Ouest d'envisager le futur avec enthousiasme. Les prévisions sont ainsi positives, avec une amélioration de l'environnement général, passant par l'augmentation du CA, de l'embauche et une stabilité de l'investissement.

## **Océan Indien**

Cette année l'Océan Indien était représenté par deux pays, Les Comores et Madagascar, ce qui rend la comparaison avec l'année dernière difficile, car les Comores n'avaient pas participé au Baromètre 2018.

On peut cependant comparer ses résultats avec ceux des autres zones ; l'Océan Indien se démarque souvent de ses voisins par ses résultats originaux, en raison notamment du fait que 77% de ses entreprises ayant répondu n'ont aucun contact avec l'international.

On relèvera aussi que 70% des entreprises de la région constatent une stabilité de leur CA et sont pratiquement autant à prévoir la même évolution ; ce qui est en fort contraste avec les autres zones. Idem pour l'emploi qui suit la même trajectoire : les entreprises étaient 51% à avoir augmenté leurs investissements (bien loin des 18% en moyenne) et seulement 2% prévoient de les diminuer.

De manière générale, cette zone est marquée par une très forte stabilité, avec quasiment aucun indicateur négatif et des prévisions très positives.

## **Afrique du Nord**

Si l'année dernière, en 2018, les entreprises d'Afrique du Nord faisaient partie des plus solides, elles ont enregistré en 2019 plusieurs sous-performances qui compromettent leur bilan. Elles ont aussi été les plus nombreuses en 2019 à considérer que leur environnement économique s'était dégradé par rapport à l'an passé.

Parmi les indicateurs qui justifient ce constat de dégradation, on évoquera la part des entreprises voyant leur CA augmenter, qui s'est considérablement inversée au cours des 6 derniers mois, au profit d'une tendance à la stagnation voire à la baisse. A cela, s'ajoute : une baisse des investissements, une baisse de l'embauche, ainsi qu'une détérioration généralisée de la situation financière des entreprises. A noter que les entreprises exportatrices, qui surperformaient en 2018, ont enregistré cette année les plus fortes évolutions négatives.

Aussi, des perspectives ternes accompagnent ce constat en demi-teinte, avec seulement 4% des entreprises jugeant avoir un carnet de commande supérieur à l'année précédente, d'où une baisse de l'investissement et une baisse de l'embauche.

## **Afrique centrale**

L'Afrique centrale partage certes des évolutions et tendances avec l'Afrique du Nord, mais les prévisions n'y sont pas moins positives, bien au contraire.

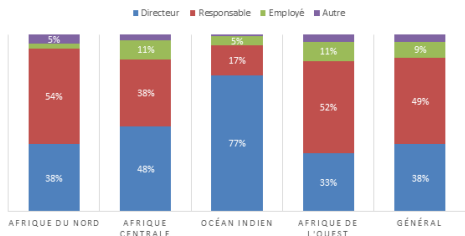
Comme au Nord, les indicateurs, tels que le chiffre d'affaires, les investissements et l'embauche poursuivent des trajectoires négatives prolongeant celles initiées en 2018 et donc en opposition avec les attentes pour ce nouvel exercice. Aussi, cette situation a statistiquement peu de chances de s'améliorer dans le court terme, sachant que le carnet de commandes des entreprises d'Afrique centrale s'est sensiblement dégradé par rapport à l'an passé.

Cependant, comme cela a été le cas en 2018, les prévisions à court et moyen termes sont nettement positives. Davantage d'entreprises prévoient une augmentation de leur CA, de leurs investissements ainsi qu'une forte progression de leurs embauches. Il est même constaté une amélioration de leur santé financière, alors que cet indicateur est historiquement inquiétant dans cette région.

L'Afrique centrale est donc une région résolument optimiste.

# DESCRIPTION DU PANEL

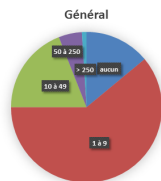
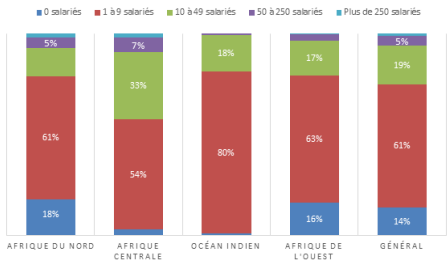
## Fonction du répondant



Cette année, 87% des questionnaires ont été directement remplis par les directeurs et responsables des entreprises participantes avec +1 point par rapport à l'année dernière.

## Effectif salarié permanent

Ce chiffre s'explique notamment par le fait que 75% des entreprises ont moins de 10 salariés (+2 pts par rapport à l'an dernier). Cette année encore, une large majorité de PME a constitué notre panel de répondants : 99% d'entre elles revendiquaient avoir moins de 250 salariés mettant encore une fois en évidence l'omniprésence des PME dans le tissu économique local africain.

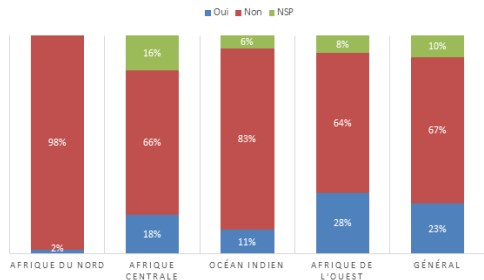




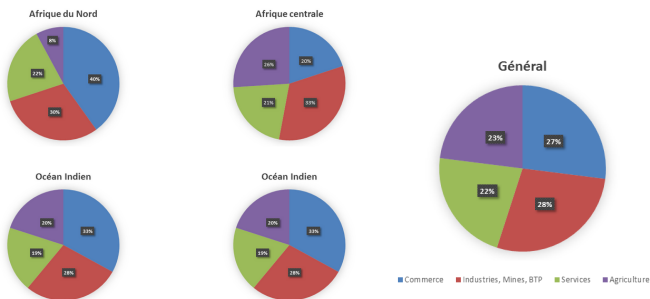
# Artisanat

répondants se revendiquant comme artisan

A cette omniprésence des PME s'ajoute la forte représentation des artisans dans le Baromètre : 23% parmi nos répondants. La tendance marquée l'année dernière de la baisse de la part des chefs d'entreprises se revendiquant comme artisan, se confirme avec une perte de 2 points cette année (25% 2018).

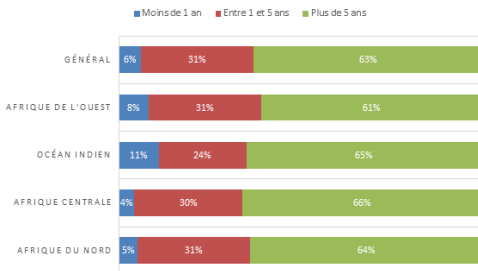


## Secteur d'Activité



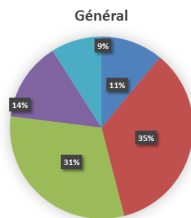
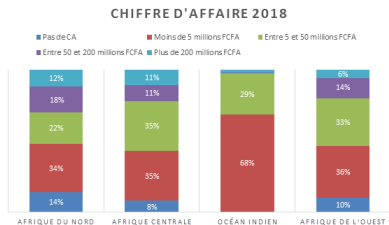
Près de la moitié des entreprises interrogées exerce une activité dans le secteur tertiaire (commerce + services) : 49%, un chiffre stable par rapport aux deux dernières années, après une chute de plus de 20 points des entreprises tertiaires de 2016 à 2017. On constate que la part qu'elles représentent est tout particulièrement importante dans les pays d'Afrique du Nord (40%) ou la croissance du secteur tertiaire a accompagné un développement économique plus précoce.

# Ancienneté de l'entreprise



Cette année, 63% des entreprises interrogées avait plus de 5 ans d'ancienneté, un chiffre en lente mais constante progression depuis la création du Baromètre. On constate un ralentissement du dynamisme économique en Afrique du Nord, qui comptait 43% d'entreprises répondantes créées il y a moins de 5 ans l'an dernier, contre seulement 36% cette année. On constate également un léger repli du côté de l'Afrique de l'Ouest avec une baisse de 4 points des entreprises ayant moins de 5 ans.

# Chiffre d'Affaires



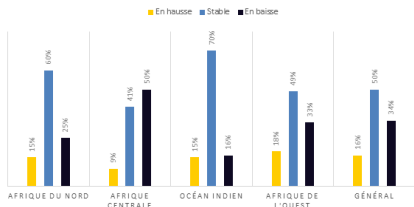
On constate comme l'année dernière un glissement des entreprises ayant réalisé un CA de moins de 5 millions de FCFA vers celles ayant réalisé entre

5 et 50 millions de CFA. En effet l'an dernier 40% des entreprises réalisaient moins de 5 millions de CFA, contre 35% aujourd'hui, la part des entreprises réalisant entre 50 et 200 millions de FCFA et la part de celles réalisant plus de 200 millions de FCFA reste stable. Il y a donc une croissance du chiffre d'affaires des très petites entreprises.

# RÉSULTATS

## Chiffre d'Affaires Total

chiffre d'affaires total sur les 6 derniers mois

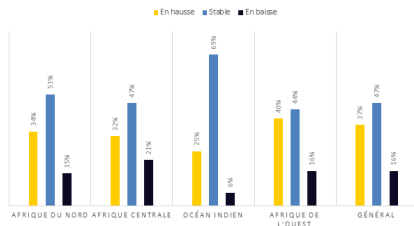


On constate ici une tendance généralisée à la baisse du chiffre d'affaires sur les 6 derniers mois toutes zones confondues. En effet, l'an dernier, seulement 12% des entreprises d'Afrique du Nord considéraient avoir un chiffre d'affaires en baisse sur les 6 derniers mois, 38% des entreprises d'Afrique centrale, 14% dans l'Océan Indien et 32% en Afrique de l'Ouest.

La chute du dynamisme a été la plus remarquable en Afrique du Nord, qui a vu une baisse de 28 points de la part des entreprises ayant vu leur chiffre d'affaire augmenter, par rapport à l'année dernière.

Ces chiffres confirment la tendance baissière marquée l'année dernière après des résultats 2017 plutôt positifs. Remarquablement, cette tendance impacte peu les prévisions. En effet on constate par rapport à l'année dernière des estimations plus positives pour la conjoncture à venir.

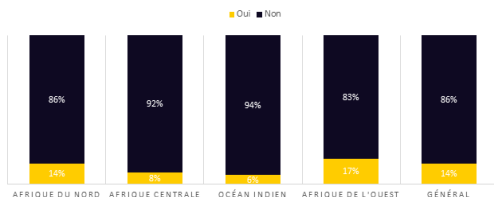
prévisions du CA total sur les 6 prochains mois



L'Afrique centrale (+5 points), l'Océan Indien (+10 points) et l'Afrique de l'Ouest (+4 points) ont toutes vu grandir leur part d'entreprises prévoyant une augmentation de leur CA sur les 6 prochains mois. Seule l'Afrique du Nord a subi une baisse de cette indicateur (-9 points), c'est aussi la zone qui a profité de la forte baisse des entreprises ayant réalisé un meilleur résultat sur les 6 derniers mois.

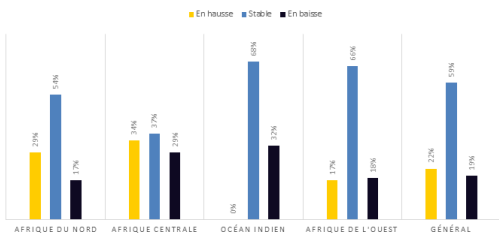
# Chiffre d'Affaires national et à l'export

réalisation d'un CA à l'export



14% des entreprises ayant répondu au questionnaire cette année réalisaient un chiffre d'affaires à l'export, c'est 5 points de moins que l'an dernier, ce qui annule la tendance positive marquée l'an dernier (+5 points par rapport à 2017). On remarque une forte baisse en Afrique du Nord, où la part de ces entreprises étaient de 33% l'an dernier.

constat de l'évolution CA national sur les 6 derniers mois



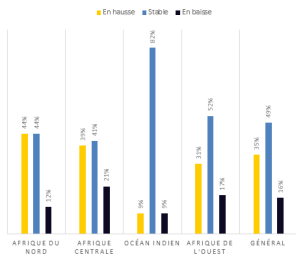
Conformément avec la baisse généralisée du chiffre d'affaires, le CA national des entreprises exportatrices a également diminué. En effet on constate par rapport à l'an dernier un glissement des entreprises ayant vu leur CA domestique augmenter (-11 points) vers les entreprises qui l'ont vu stagner (+6 points) ou baisser (+5 points).

Les entreprises exportatrices se portent cependant mieux au niveau national que celles qui n'exportent pas. 81% des entreprises exportatrices ont vu leur CA national se stabiliser ou augmenter au cours des 6 derniers mois, ce qui représente 15 points de plus que pour la totalité des entreprises. A fortiori, la part des entreprises non exportatrices ayant vu leur CA augmenter au cours des 6 derniers mois est donc inférieure à 16%.

## prévision de l'évolution du CA national sur les 6 prochains mois

Étonnement, les entreprises exportatrices sont moins optimistes que les autres. Seulement 35% d'entre elles pensent voir leur CA national augmenter dans les 6 prochains mois contre 37% pour toutes les entreprises.

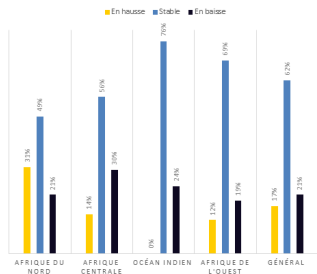
On constate par rapport à l'année dernière une stabilité de ce réalisme économique avec une légère augmentation des estimations positives et négatives au détriment des prévisions de stabilisation.



## constat de l'évolution du CA à l'export sur les 6 derniers mois

Ce réalisme économique s'explique sans doute par le fort recul de la part des entreprises ayant vu leur CA à l'export augmenter au cours des 6 derniers mois. L'an dernier, elles représentaient 31% du contingent, alors qu'elles ne sont plus que 17% en 2019. Cette chute s'est davantage faite au profit d'une stabilité du chiffre d'affaires (+2 points) qu'à sa baisse (+2 points).

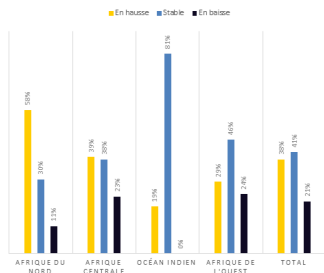
Sur le CA à l'export, les chiffres se rapprochent davantage des chiffres généraux, en notant tout de même une plus faible part de celles constatant une baisse de leur CA (général : 34%)



## prévision de l'évolution du CA à l'export sur les 6 prochains mois

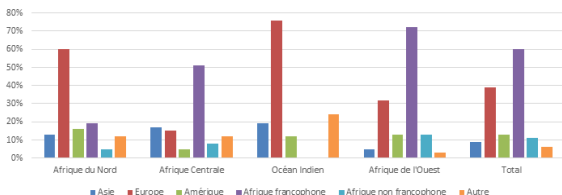
Ici nous retrouvons des chiffres très proches des estimations faites pour le CA national par les entreprises exportatrices. Cela s'explique par une conjoncture export de toute évidence moins positive au vu des chiffres des 6 derniers mois.

Encore une fois on constate un glissement de la part des entreprises vers plus de pessimisme. 41% des entreprises prévoient une hausse de leurs CA à l'export en 2018 contre 38% cette année.



# Exportations

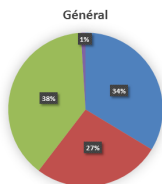
zones d'export



Si les évolutions du chiffre d'affaires à l'export et les prévisions ont peu changé par rapport à l'année dernière, la répartition des zones d'exportation a été modifiée. En effet l'Europe, qui était la deuxième zone d'export favorite des pays africains l'an dernier a perdu 16 points au profit particulièrement de l'Amérique (+6 points) de l'Afrique francophone (+2 points) et de l'Asie (+2 points).

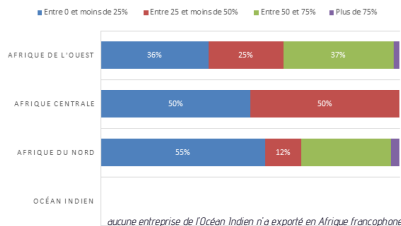
On constate encore une fois l'importance de la francophonie économique, l'Afrique francophone étant la seule zone d'export à voir régulièrement sa part augmenter : elle concerne désormais plus de 60% des entreprises exportatrices

pourcentage du CA à l'export réalisé en Afrique francophone



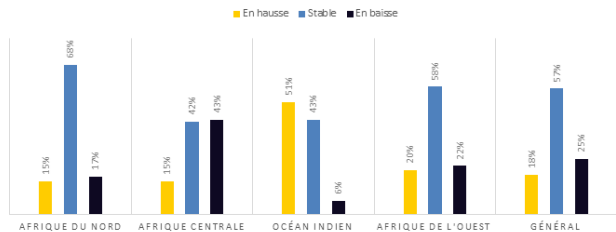
Ce constat est renforcé par la part du chiffre d'affaires réalisée par les entreprises exportatrices en Afrique francophone. Cette année encore elles étaient 40% à y réaliser plus de 50% de leur CA. Cela représente une augmentation de plus de 23 points par rapport à l'an dernier, ce qui confirme l'importance croissante des échanges intra-africains.

En considérant l'évolution de la part de l'Afrique francophone dans la composition des zones d'export (+2 points), ce la veut dire que la valeur totale des échanges en Afrique francophone augmente aussi et que les pays s'échangent de plus de plus de biens et services de qualité et coûteux.



# Investissements

montant des investissements sur les 6 derniers mois



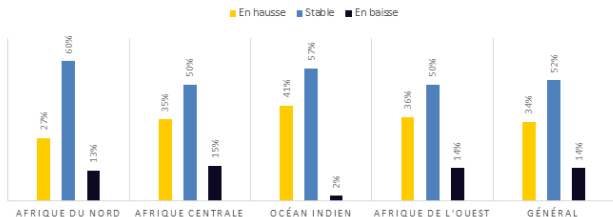
C'est en Afrique centrale que l'on constate la plus forte baisse des investissements au cours des 6 derniers mois, les entreprises étaient 43% à les avoir diminués (+10 points par rapport à 2018). Cela confirme la mauvaise conjoncture dans laquelle se trouve cette région. Il semble que, concernant l'investissement, seule l'Afrique du Nord ait subi une évolution comparable avec une chute de 22 points des entreprises ayant augmenté leurs investissements.

Toutes zones confondues, la part des entreprises ayant vu leurs investissements augmenter au cours des 6 derniers mois a baissé de 6 points par rapport à l'an dernier, ce qui confirme les mauvais résultats des chiffres d'affaires constatés précédemment.

montant des investissements sur les 6 prochains mois

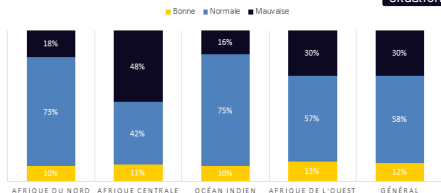
Cette baisse généralisée n'entame cependant pas les prévisions d'investissement, le niveau des entreprises prévoyant de les augmenter restant le même par rapport à 2018, ce qui concorde avec leurs prévisions concernant leurs chiffres d'affaires.

On note la plus forte intention d'investissements en Afrique centrale (+8 points) et la chute la plus importante en Afrique du Nord (-13 points). Malgré la mauvaise conjoncture, l'Afrique centrale semble vouloir continuer à investir, afin d'initier sans doute un début de reprise.



## Situation financière

situation financière de l'entreprise

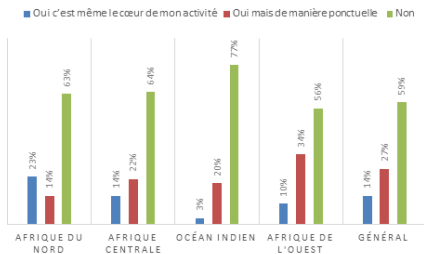


Seulement 12% des entreprises interrogées ont jugé que leur situation financière était bonne. C'est un chiffre qui subit des variations au fil des années (+ 3 points en 2017), mais qui est en net recul sur le long terme (- 7 points par rapport à 2016). Cette baisse est particulièrement prononcée en Afrique du Nord où la part de ces entreprises a chuté de 15 points par rapport à l'année dernière.

Seule l'Afrique centrale constate une amélioration de cet indicateur (+1 point), mais c'est aussi la zone qui concentre le plus d'entreprises se jugeant en mauvaise situation, avec des taux dépassant les 40% depuis plusieurs années déjà.

## Internationalisation

contacts avec des partenaires internationaux



Toutes zones confondues, on retrouve sensiblement en 2019 les mêmes résultats qu'en 2018 ; ceci est dû à deux évolutions.

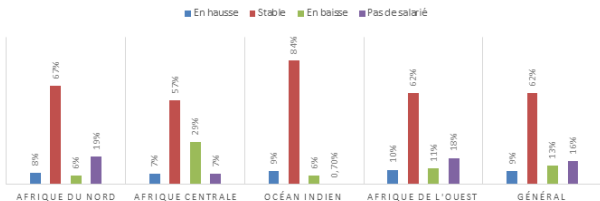
Premièrement, une diminution des entreprises dont le cœur d'activité est avec l'étranger, en Afrique du Nord et en Afrique centrale, ces zones perdant respectivement 4 et 5 points.

Ce mauvais résultat est contre balancé par un sursaut des entreprises d'Afrique de l'Ouest entretenant des relations ponctuelles avec les réseaux internationaux (+9 points par rapport à 2018) ainsi qu'un renforcement des entreprises d'Afrique du Nord faisant de leurs relations avec des entreprises internationales le cœur de leur activité (+8 points).



# Nombres de salariés

évolution des salariés sur les 6 derniers mois



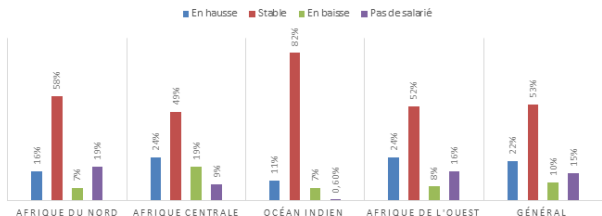
Les mauvais chiffres de l'an dernier se confirment voire empirent cette année. Toutes zones confondues, les entreprises ayant embauché dernièrement ne représentent plus que 9% des entreprises interrogées, contre 14% l'an dernier. Cette baisse n'est pas présente uniformément en Afrique, car la part des entreprises ayant embauché au cours des 6 derniers mois est stable en Afrique de l'Ouest et dans l'Océan Indien.

En revanche, et conformément aux constats faits auparavant, l'Afrique centrale et l'Afrique du Nord sont les deux seules régions à subir une diminution conséquente de cet indicateur, -3 points en Afrique centrale et jusqu'à -22 points en Afrique du Nord. Cette évolution est cohérente avec la baisse du chiffre d'affaires et la baisse des investissements dans ces régions.

évolution des salariés sur les 6 prochains mois

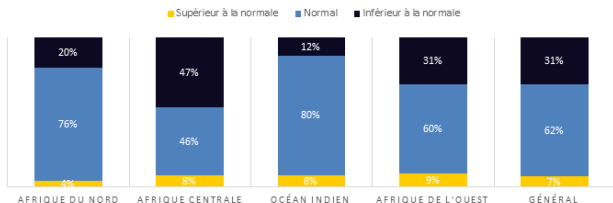
Malgré une dégradation du marché de l'emploi, les prévisions d'embauche ne semblent pas se détériorer par rapport à l'année dernière. La proportion d'entreprises prévoyant des embauches reste la même, tandis que la part de celles prévoyant une stabilité de leur salariat ne perd que 3 points.

Encore une fois, c'est l'Afrique du Nord qui a les prévisions les plus ternes, avec une baisse de 19 points de la part des entreprises souhaitant embaucher. Ce réalisme, résultat des piètres résultats de l'année, ne se retrouve pas en Afrique centrale. En effet, comme pour l'investissement, l'Afrique centrale a vu la part de ses entreprises prévoyant d'embaucher augmenter (+8 points). Des attentes optimistes dans une conjoncture pessimiste.



# Carnet de commandes

niveau du carnet de commande



Curieusement, le carnet de commande des entreprises d'Afrique centrale ne semble pas s'améliorer pour les années à venir, la part des entreprises considérant leur carnet de commande comme supérieur à la moyenne a chuté par rapport à 2018 (-9 points), alors que les prévisions d'investissement et d'embauches auraient pu faire espérer une évolution inverse.

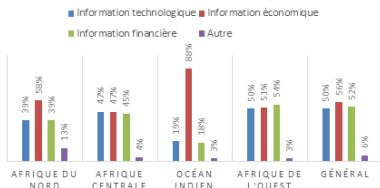
Toutes zones confondues, la part des entreprises ayant un carnet de commande supérieur à la normale a chuté de 9 points par rapport à l'an dernier, une évolution explicable en partie par le changement radical de la composition de la zone Afrique du Nord : plus que 4% de leurs entreprises avaient un carnet de commande supérieur en 2019, contre 33% en 2018.

Cela confirme le retournement de la conjoncture en Afrique du Nord, après plusieurs années de croissance

## Accès à l'information

types d'information nécessités

Les besoins en information sont relativement les mêmes toutes zones confondues. Plus de 50% des entreprises a déclaré avoir besoin d'information technologique, économique et/ou financière. En revanche, cette composition perd de son uniformité en y regardant de plus près. On constate par exemple que les entreprises de l'Océan Indien sollicitent à 88% l'information économique et très peu l'information technologique et financière.



Par rapport à l'an dernier, la composition des besoins a peu évolué à l'exception de la demande en information financière. Celle-ci a été sollicitée par 45% des entreprises d'Afrique centrale cette année (+16 points) et par 54% des entreprises d'Afrique de l'Ouest (+8 points), seule l'Afrique du Nord semble ne pas suivre cette tendance, après des chiffres hauts l'an dernier (55%), l'information financière n'y est plus plébiscitée qu'à 39%.

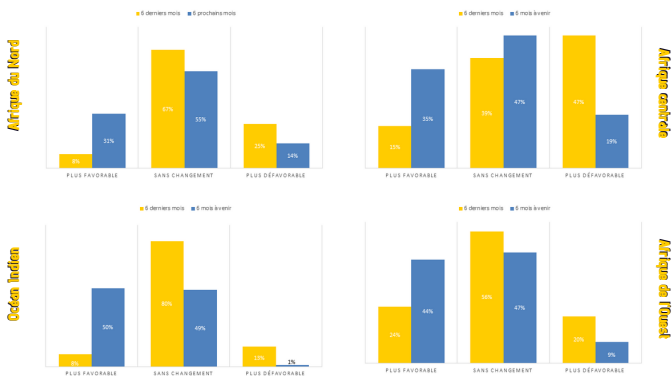
# Environnement général

environnement économique général autour de l'entreprise

On retrouve ici aussi des marques du retournement de la conjoncture pour l'Afrique du Nord avec une perte de 25 points de la part des entreprises ayant considéré l'environnement général économique comme plus favorable au cours des 6 derniers mois.

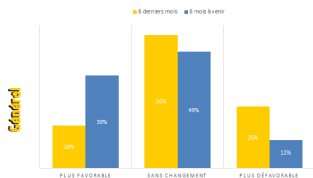
Toutes zones confondues, la situation s'est dégradée par rapport à l'an dernier, on constate une baisse de 6 points des entreprises satisfaites de l'environnement général, principalement pour renforcer un sentiment de stagnation (+5 points) et de dégradation (+1 point).

Cette évolution confirme un tant soit peu la détérioration de la conjoncture 2019.



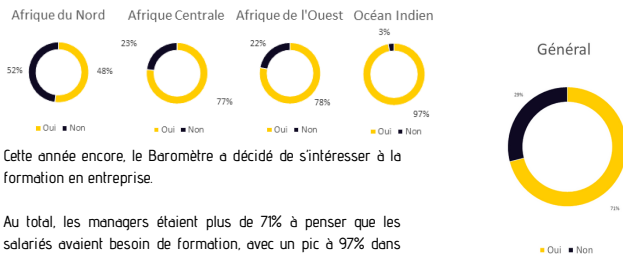
Les prévisions restent encore une fois plutôt optimistes. Toutes zones confondues, les entreprises prévoyant une amélioration de l'environnement économique ont gagné 15 points par rapport à 2018. Cette évolution concorde avec la prévision de l'amélioration de l'investissement, de l'embauche et du chiffre d'affaires.

Les prévisions d'amélioration de l'environnement économique ont le plus progressé en Afrique centrale (+6 points), qui est une zone définitivement marquée par l'optimisme.



# Formation des salariés

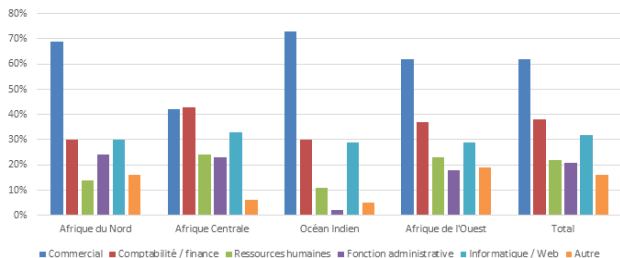
besoin de formation des salariés (évalué par le manager)



Cette année encore, le Baromètre a décidé de s'intéresser à la formation en entreprise.

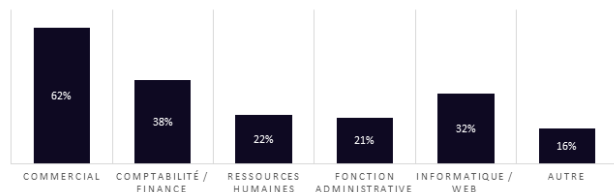
Au total, les managers étaient plus de 71% à penser que les salariés avaient besoin de formation, avec un pic à 97% dans l'Océan Indien et un chiffre faible de 52% en Afrique du Nord, c'est 6 points de moins que l'année dernière.

types de formation nécessités pour les salariés



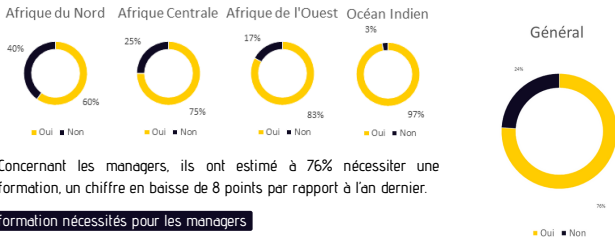
Dans la composition de ces besoins en formation, les proportions sont restées à peu près inchangées. On retrouve notamment une grosse sollicitation des formations commerciales et en informatique/web.

## GÉNÉRAL



# Formation des managers

besoin de formation des managers (évalué par eux-mêmes)

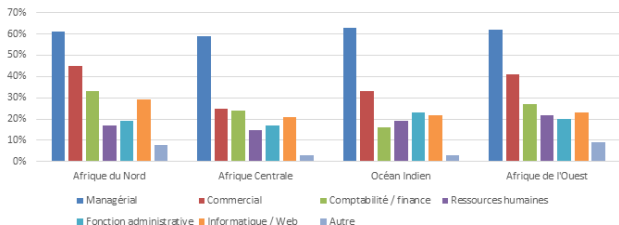


Concernant les managers, ils ont estimé à 76% nécessiter une formation, un chiffre en baisse de 8 points par rapport à l'an dernier.

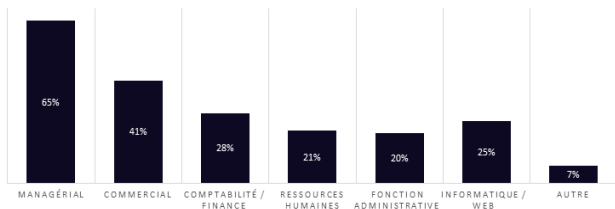
## types de formation nécessités pour les managers

Les managers ont plébiscité cette année mais de manière plus nuancé les formations en management, ils étaient en moyenne 65% à en avoir besoin, un chiffre en baisse de 6 points par rapport à l'année dernière.

La composition des formations demandées venant ensuite reste sensiblement la même par rapport à l'an dernier, avec en majorité des demandes pour des formations commerciales. Seule l'Afrique centrale se démarque à ce niveau-là avec une sollicitation à 25%.

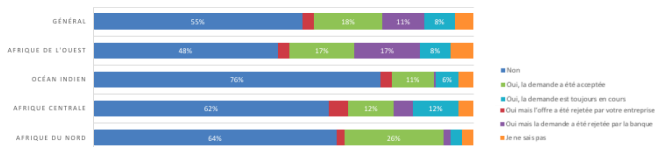


## GÉNÉRAL



# Financement de l'entreprise

demande ou non de financement sur les 3 dernières années

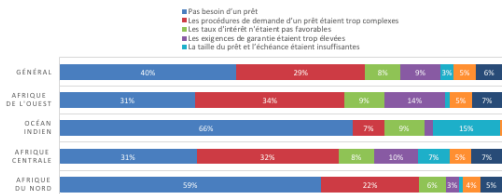


Les entreprises membres du réseau ont accepté pour la première fois de répondre à des questions concernant leur financement.

Au cours des 3 dernières années, seulement 40% des entreprises, toutes zones confondues, avaient fait une demande de financement. Parmi celles-ci seulement 18% avaient réussi à concrétiser cette demande, tandis que 14% n'étaient pas allés au bout de la procédure (offre rejetée). Cela nous donne un ratio de presque 50% de taux d'échec à la demande d'un financement.

Localement, on constate un taux particulièrement élevé d'entreprises n'ayant pas fait de demande de financement dans l'Océan Indien (76%) et un taux deux fois plus élevé d'acceptation de financement en Afrique du Nord (26%).

raison pour avoir refusé une offre ou ne pas avoir fait une demande de prêt



Cette question était adressée uniquement aux entreprises n'ayant pas demandé de financement au cours des 3 dernières années ainsi qu'à celle qui ont rejeté une offre de financement.

Parmi celles-ci, les raisons de l'échec ou du refus étaient diverses. 40% des entreprises interrogées n'avaient en fait pas besoin de financement, ce qui traduit donc que certaines entreprises ont effectué des demandes qu'elles ont ensuite refusé, réalisant probablement que cela leur serait inutile.

On remarque ensuite que la principale raison d'échec de financement a été la lourdeur des procédures. Celles-ci semblent particulièrement pesantes en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, où les taux dépassent les 30%. Ce sont également dans ces zones que les exigences de garanties ont semblé trop élevées pour pouvoir aller jusqu'au bout du financement. Cela peut se comprendre au regard de la conjoncture économique et politique particulièrement instable dans ces régions.

Enfin, la part des entreprises n'ayant pas effectué de financement au cours des 3 dernières années est assez forte, en considérant l'exhaustivité des autres choix proposés. On peut dire que, toutes zones confondues, 5% des entreprises n'avaient pas fait de demande de financement, sur le simple raisonnement que la demande ne serait pas acceptée. C'est un taux qui doit impérativement se réduire, car certaines entreprises, par défaitisme ou manque de curiosité, pourraient passer à côté d'aides financières bienvenues.

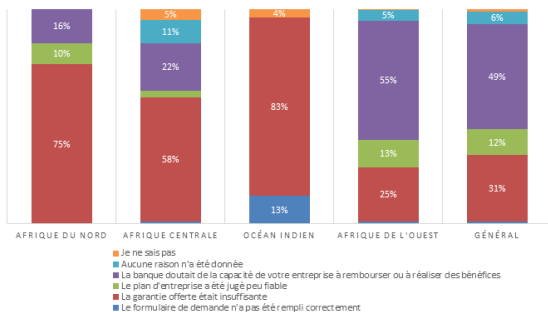
#### raison pour laquelle la banque a refusé la demande de prêt

Cette question était adressée uniquement aux entreprises qui se sont vu refuser un financement par la banque.

Parmi celles-ci, 49% d'entre elles ont soumis à la banque des garanties financières insuffisantes pour poursuivre la procédure. Ce taux est le plus élevé en Afrique centrale (22%) et en Afrique de l'Ouest (55%), zones dans lesquelles les entreprises avaient renoncé à entamer un financement, car les garanties demandées étaient trop élevées. La crainte des entreprises remarquée à la question précédente se confirme donc.

En revanche, on constate en Afrique du Nord une dichotomie entre le fait que 75% des entreprises n'ayant pas pu poursuivre de financement invoquaient la raison de la garantie, alors que seulement 3% d'entre elles n'avaient pas entamé de demande car les exigences de garanties étaient trop élevées. Les entreprises Nord-Africaines semblent donc peu au courant des garanties exigées pour leur financement, ce qui en pousse beaucoup à entamer des procédures perdues d'avance.

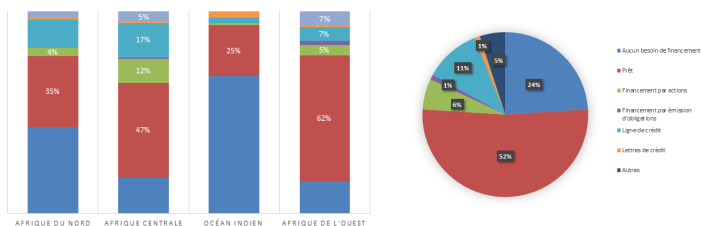
L'Océan Indien se démarque des autres zones par l'étendue de cette dernière réponse, c'est à 83% la raison principale de l'échec des procédures. 13% des entreprises de cette région ont déclaré que mal remplir le formulaire de demande leur a coûté un financement, c'est un taux très haut comparé aux autres pays. Les entreprises doivent faire preuve de plus de rigueur si elles souhaitent financer leur activité.



## formes de financement nécessitées pour l'année à venir

Dans l'ensemble, 24% des entreprises seulement ont déclaré ne pas avoir besoin de financement au cours des années à venir, un chiffre étonnant considérant que 63% des entreprises n'avaient pas estimé que leur CA augmenterait dans les mois à venir et que 66% d'entre elles planifiaient une stagnation ou baisse de leurs investissements.

Pour les entreprises prévoyant d'investir, le prêt reste le mode de financement le plus sollicité avec 52% des entreprises l'envisageant pour leur financement. En comparaison, les autres solutions restent marginales, à l'exception de l'Afrique centrale qui fait beaucoup appel au financement par action ainsi qu'aux lignes de crédit, une dernière possibilité également plébiscitée en Afrique du Nord.

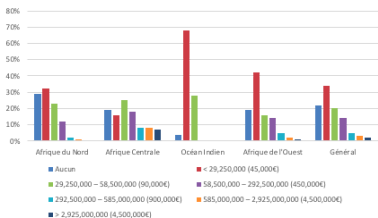


## montant des fonds à lever pour les 3 prochaines années

On constate logiquement une décroissance progressive de la présence des entreprises à mesure que le montant des fonds augmente.

En Afrique du Nord, 71% des entreprises estiment lever des fonds au cours des prochaines années, alors que seulement 57% d'entre elles avaient répondu avoir besoin de financement. Cela veut donc dire que 14% des entreprises Nord Africaines prévoient d'auto financer leur développement ou de passer par d'autres intermédiaires. On peut réitérer ce calcul dans l'Océan Indien, et l'on découvre que 64% des entreprises prévoient de lever des fonds par des autres moyens que ceux proposés à la question précédente.

Ces chiffres soulèvent l'importance du financement non institutionnel en Afrique où, par exemple, la « Love Money » (financement par la famille ou par les proches) et les tontines sont des initiatives très répandues.



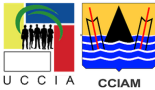




# Merci à nos partenaires

La réalisation de ce Baromètre a été rendue possible grâce aux compétences et à l'abnégation des chambres membres de notre réseau ainsi qu'aux analyses du CROCIS, un observatoire de la CCI Paris Ile-de-France. Nous tenons aussi à remercier le Centre de Commerce International avec qui nous avons élaboré en partie le questionnaire.

## Chambres Consulaires



# La Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones

La CPCCAF est un réseau de coopération économique au service du secteur privé africain et francophone, initié par les présidents Léopold Sédar Senghor, Georges Pompidou et Félix Houphouët-Boigny, dont la vocation première est d'organiser entre les organisations consulaires des pays qui la composent, une coopération bilatérale (ou multilatérale), dans tous les domaines relevant du développement du monde entrepreneurial. Notre réseau CPCCAF, fort de presque un demi-siècle d'existence, est aujourd'hui représenté dans 31 pays, dont 26 de l'Afrique francophone.

Dans sa palette d'actions au service des chambres consulaires, la CPCCAF a une fonction de plaidoyer et agit comme levier auprès des ressortissants et des autorités locales ou nationales. La coopération entre structures consulaires francophones du nord et du sud permet de développer les échanges et les transferts de savoir-faire des chambres consulaires les plus avancées vers leurs homologues. Les chambres consulaires, par leur capacité d'évocation auprès des pouvoirs publics et par leur offre de services au bénéfice de toutes les unités de production, contribuent à la structuration du secteur privé et à la création de richesses.



@cpccaf



facebook/cpccaf



www.cpccaf.org



cpccaf@cci-paris-idf.fr



+33.155.65.35.27



6-8 AVENUE DE LA PORTE  
DE CHAMPERRET  
75838 PARIS CEDEX 17 -  
FRANCE



# Baromètre de l'Opinion des Entreprises Africaines 2019

Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones